

Numéro 10 - 4 février 2016

Les élections haïtiennes reportées indéfiniment

Ne touchez pas à Haïti!

Plus jamais, la démocratie des escadrons de la mort!

Ottawa

**Manifestation de solidarité
avec le peuple haïtien**



« Nous n'obéirons pas ! »

**Vendredi le 5 février -- midi
Sur la colline du Parlement**

Joignez-vous aux manifestations qui se tiennent de par le monde le 5 février pour appuyer le peuple haïtien contre l'intervention et l'occupation étrangères. Cette manifestation est organisée en opposition à la tentative du Groupe restreint [États-Unis, France, Canada et d'autres pays] d'imposer encore une fois un régime fantoche à Haïti.

Les élections haïtiennes reportées indéfiniment

- **Ne touchez pas à Haïti! Plus jamais, la démocratie des escadrons de la mort!**
- **Nous n'obéirons pas! - Appel à la solidarité du mouvement populaire haïtien**
- **Lettre ouverte au premier ministre Justin Trudeau - Jean Saint-Vil**

Les élections haïtiennes reportées indéfiniment

Ne touchez pas à Haïti!

Plus jamais, la démocratie des escadrons de la mort!

Le 22 janvier, deux jours avant la tenue du dernier tour des élections présidentielles et de la troisième ronde d'élections pour déterminer des sièges au Sénat et à la Chambre des députés en Haïti, le Conseil électoral provisoire (CEP) a annulé les élections de façon indéfinie. « Le moment n'est pas opportun pour les élections du 24 janvier compte tenu des menaces qui pèsent sur le processus électoral et sur la population qui chercherait à voter », a annoncé le président du CEP Pierre-Louis Opont lors d'un point de presse. Une première ronde d'élections législatives a eu lieu en août 2015 et une première ronde d'élections présidentielles le 25 octobre 2015. La deuxième ronde d'élections présidentielles d'abord prévue pour le 27 décembre avait été repoussée à deux reprises avant ce plus récent report.[1]

Ce report a eu lieu après que des milliers d'Haïtiens partout au pays soient descendus dans la rue dans la semaine menant au vote pour exiger l'annulation des élections suite à la révélation de fraude massive lors des rondes d'août et d'octobre. Scandant ce qui est devenu le mot d'ordre du mouvement, « Nou Pap Obey ! » (« Nous n'obéirons pas ! »), le peuple a ajouté à ses revendications la démission du président Michel Martelly avant la fin de son mandat le 7 février.

Le peuple haïtien considère que le processus électoral dominé par les puissances étrangères est illégitime. Même si les élections avaient lieu, elles ne règleraient pas la crise politique qui s'exacerbe. Les pays étrangers qui occupent Haïti et qui s'ingèrent dans ses affaires internes - les États-Unis, la France, le Canada, et d'autres - n'ont pas été capables de prétendre avoir l'appui du peuple à leurs régimes à cause de sa résistance déterminée. Plutôt que de reconnaître cette détermination du peuple haïtien, qui veut s'assurer que les élections ne servent pas à légitimer un coup d'État étranger et la dépossession du peuple de tout pouvoir, ces pays prétendent que le problème c'est la résistance des Haïtiens aux élections frauduleuses.



Des Haïtiens manifestent devant l'ONU à New York le 11 décembre 2015

Les filles et fils d'esclaves qui se sont libérés de leurs oppresseurs coloniaux il y a plus de deux cents ans continuent de défendre cette victoire historique. En prenant position contre un autre coup électoral, le peuple haïtien poursuit sa lutte deux fois centenaire contre les tentatives répétées des pays étrangers de le maintenir sous leur coupe. Aujourd'hui, les États-Unis, la France et le Canada sont ceux qui sont les plus animés de la vieille rancoeur impérialiste contre Haïti et ils se sont déclarés juge, partie et bourreau du destin du peuple haïtien.

Les médias monopolisés blâment le peuple haïtien pour le report des élections en disant qu'elles ont été annulées à cause de la « violence ». Cela ne sert qu'à masquer les tentatives continues des impérialistes de supprimer les droits du peuple haïtien et à dissimuler en particulier la fraude massive révélée par la commission de vérification électorale du pays et les preuves irréfutables que les élections ont été truquées.

Ces trois pays parlent d'élections libres et équitables et de transparence mais ces phrases s'envolent quand les élections ne donnent pas le résultat qu'ils souhaitent. Ce sont ces pays qui ont orchestré le coup d'État en 2004 pour renverser le président haïtien démocratiquement élu

Jean-Bertrand Aristide et l'exiler, pour ensuite imposer une mission militaire des Nations unies dans le but d'empêcher le peuple haïtien en colère d'exercer son droit à la souveraineté et à l'autodétermination. Par la suite, ces pays ont imposé des élections où la participation de Lavalas, le parti politique et le mouvement social le plus important du pays, a été interdite.

Selon la constitution, le président haïtien actuel, Michel Martelly, est au pouvoir jusqu'au 7 février, après quoi la suite des choses n'est pas claire. Les Haïtiens se mobilisent maintenant pour faire en sorte que ces pays étrangers n'empêchent pas les forces populaires, y compris le mouvement politique Lavalas, de jouer un rôle décisif politiquement, y compris dans tout processus électoral à venir.

Les pays organisés dans ce qu'on appelle le « Groupe restreint » sur Haïti, qui est mené par les États-Unis, la France et le Canada, se positionnent présentement pour ne pas perdre le contrôle qu'ils exercent sur le processus politique.

LML appelle les Canadiens à se tenir fermement aux côtés du peuple haïtien dans la période actuelle. Ils doivent demeurer à l'affût, prêts à s'opposer à tout ce que les pays étrangers peuvent faire, comme remettre en action les escadrons de la mort, pour garder le contrôle sur la situation et empêcher toute solution qui est favorable au peuple.

Ce qu'ils ont dit

Fanmi Lavalas

Dans une déclaration émise suite à la décision de reporter l'élection du 24 janvier, le parti politique haïtien Lavalas a applaudi le peuple haïtien et appelé au maintien de la mobilisation à la défense de sa souveraineté et de sa dignité.

« [...] Fanmi Lavalas se courbe bien bas devant le courage et la dignité du peuple haïtien qui a réussi à faire ralentir ce coup d'état électoral infernal. Bravo pour cette victoire ! Nous ne cesserons jamais de nous mobiliser et de montrer notre engagement pour une véritable démocratie dans le pays, et c'est ce qui a été fait une fois encore, après leur échec du 27 décembre et du janvier 17, les éléments clés du coup d'État électoral, le Conseil électoral provisoire et le pouvoir Tèt Kale et la communauté internationale (Core Group) ont reculé sur le 24 janvier 2016. »

Lavalas indique que « la bataille n'est pas finie. Le coup d'État électoral n'est pas fini. En ce moment, c'est le même coup d'État qui prend une autre forme. Les conspirateurs tentent de continuer un second tour... alors que le rapport de la Commission présidentielle d'évaluation électorale montre clairement des preuves de fraudes et de graves irrégularités. C'est les mêmes fraudes massives que Fanmi Lavalas avait dénoncées après sa visite au centre de tabulation les 21 et 22 novembre 2015.

« Pour cette raison, Fanmi Lavalas continue d'exiger une Commission de vérification indépendante pour fournir au peuple haïtien la vérité sur les résultats de la journée de vote du 25 octobre et permettre la poursuite du processus électoral. La formation de cette Commission, de son mandat et l'ordre du jour doivent être établis en concertation avec tous les secteurs de l'opposition. Fanmi Lavalas demande le renvoi du Conseil électoral d'Opont.

« Fanmi Lavalas va s'asseoir rapidement avec les partis, organisations politiques, et tous les autres secteurs concernés dans le pays pour apporter une réponse à cette crise politique, et se préparer pour la poursuite du processus électoral en Haïti pour obtenir un gouvernement légitime qui travaillera pour que le pays retrouve sa souveraineté et dignité.

Fanmi Lavalas déclare qu'il faut que la mobilisation ne s'arrête pas parce que la machine à coup

d'État ne s'est pas encore arrêtée : chaque quartier, chaque zone, chaque département prenez vos responsabilités. Fanmi Lavalas continue de soutenir toutes les mobilisations à travers le pays. »

Jude Célestin

Le candidat qui a terminé deuxième au premier tour présidentiel en octobre, Jude Célestin, a dit du report des élections qu'il s'agissait « d'une victoire ». Célestin avait refusé de participer au deuxième tour. Il a qualifié les résultats d'octobre de « farce ridicule » et a demandé que les recommandations faites par la commission de vérification électorale haïtienne soient mises en oeuvre pour améliorer la transparence lors du prochain tour.

Groupe restreint (Core Group)

Le Groupe restreint est composé des ambassadeurs des États-Unis, de la France et du Canada, ainsi que du Brésil - ce dernier dirige la mission de « stabilisation et de maintien de la paix » en Haïti, le MINUSTAH - de l'Union européenne, de l'Espagne et des représentants spéciaux de l'Organisation des États d'Amérique (OEA) et du secrétaire général de l'ONU en Haïti.

Dans un communiqué émis au nom du « Groupe restreint », la représentante spéciale du secrétaire général en Haïti et dirigeante politique du MINUSTAH, Sandra Honoré, a exprimé « leur appui continu pour la conclusion d'un processus électoral inclusif et équitable tout en soutenant les efforts visant à trouver une issue qui assure le renouvellement démocratique des institutions de l'État.

« L'ONU et ses partenaires maintiennent leur plein soutien aux efforts ayant pour but d'identifier des solutions consensuelles et constructives aux défis actuels de gouvernance d'Haïti, à travers les élections et un dialogue entre les acteurs concernés. »



Par la voix de Mme Honoré, le Groupe restreint déplore « les récents actes de violence électorale et appellent les autorités nationales, les partis politiques, les candidats et leurs partisans, ainsi que l'électorat en général, à participer de manière responsable et avec retenue au processus électoral, afin que le peuple haïtien puisse exprimer sa volonté dans un climat dépourvu d'intimidation et de violence. »

États-Unis

Haïti Libre rapporte que le coordonnateur spécial pour Haïti du département d'État des États-Unis, Kenneth Merten, a dit : « De manière réaliste, nous sommes à la recherche d'une solution temporaire jusqu'à ce qu'il y ait un transfert à un nouveau président élu. Notre crainte est que cette situation soit sans fin. [...] Selon notre analyse, cette perspective est dangereuse. »

Il a aussi dit que « ce qui est une mauvaise chose, c'est de voir la population dans les rues créant des perturbations et de l'intimidation, ce qui n'est pas acceptable à nos yeux. Nous suivons très attentivement la situation, nous sommes très préoccupés, nous espérons que le dialogue entre les candidats, le président et le président du Sénat et les autres personnes concernées pourront parvenir à une solution », précisant que Washington voulait voir de nouvelles élections rapidement et était opposé à une longue période de transition, tout en reconnaissant implicitement

que les élections n'auraient vraisemblablement pas lieu avant le 7 février, date du départ constitutionnel du Président Martelly, qui gouverne par décret depuis un an.

Le porte-parole du département d'État des États-Unis, Mark Toner, a aussi soulevé la question de la « violence », et a dit que les États-Unis « espèrent que les personnes responsables de l'organisation, du financement de la violence et de l'intimidation électorale ou qui y participent activement seront tenus responsables conformément à la loi haïtienne ».

Canada

Le 24 janvier, Stéphane Dion, ministre des Affaires étrangères, et Marie-Claude Bibeau, ministre du Développement international et de la Francophonie, ont émis une déclaration des plus cynique sur le report des élections haïtiennes. La déclaration ne témoigne d'aucune préoccupation face aux fraudes qui ont marqué les premières rondes des élections législatives et présidentielles en Haïti. Elle blâme plutôt le peuple haïtien parce qu'il refuse d'accepter une deuxième ronde électorale fondée sur les résultats frauduleux du premier tour.

« Le Canada suit attentivement le déroulement du processus électoral en Haïti et déplore les actes de violence des derniers jours, lesquels ont amené le Conseil électoral provisoire haïtien à reporter les élections qui auraient dû avoir lieu aujourd'hui.

« Le Canada regrette le peu de volonté manifesté pour atteindre un consensus sur la poursuite du processus électoral, ce qui a entraîné la crise actuelle ainsi que la suspension du calendrier électoral. »

Le communiqué révèle clairement la détermination du gouvernement canadien à imposer un résultat que le peuple haïtien rejette : « Pour la stabilité d'Haïti et le respect des droits démocratiques des Haïtiens, il est essentiel que soit mené à bien le second tour des élections présidentielles.



« En tant que partenaire d'Haïti et du peuple haïtien, le Canada encourage les acteurs politiques haïtiens à collaborer pour que se tiennent dans les meilleurs délais les élections législatives partielles ainsi que le second tour des élections présidentielles.

« Les Haïtiens et Haïtiennes font face à d'énormes difficultés économiques et humanitaires. Pour surmonter ces difficultés et réaliser leurs aspirations, ils doivent pouvoir compter sur des dirigeants élus et redevables envers la population. »

Selon *Le Devoir*, la nouvelle ambassadrice canadienne en Haïti, Paula Caldwell St-Onge, aurait affirmé que le Canada appuie l'évaluation favorable des élections d'octobre faite par l'OEA. Caldwell St-Onge soutient que les accusations de fraude électorale n'ont commencé qu'à la suite de l'annonce des résultats le 5 novembre et qu'elles viendraient d'individus frustrés de leur défaite.

Toujours selon *Le Devoir*, le Canada a investi plus de 20 millions \$ dans les élections haïtiennes actuelles, dont près d'onze millions par le biais du programme des Nations unies pour le Développement pour le déroulement des élections et 9 millions \$ versés à l'Institut démocratique

national des États-Unis (NDI) « qui appuie les organisations de la société civile haïtienne » au service d'observateurs électoraux.

Note

1. Pour en connaître davantage sur les élections haïtiennes du 25 octobre 2015, voir *LML* numéro 3, 20 janvier 2016.

(Haïti Libre, *Le Devoir*. Photos : LML, Haïti Information Project, Canadian Haiti Action Network.)



Nous n'obéirons pas!

- Appel à la solidarité du mouvement populaire haïtien -

Nous remémorant la lutte pour le droit de vote dirigée par Martin Luther King Jr., et de tant d'autres courageux combattants pour la justice d'il y a cinquante ans aux États-Unis, la lutte « une personne, un vote » dirigée par les camarades de Mandela en Afrique du Sud, et les luttes menées partout dans le monde, nous sommes arrivés à la conclusion qu'un peuple ne peut être souverain que s'il a le droit de vote. Aucun peuple ne peut conserver sa dignité si son vote ne compte pas. Comme le président Aristide l'a si bien dit : « Si nous ne protégeons pas notre dignité, elle nous échappera ! ». Voilà pourquoi nous luttons et nous demandons que les peuples partout dans le monde ayant une tradition de lutte soient solidaires avec nous.



Six ans après le séisme qui a secoué le pays, causant la mort de centaines de milliers d'Haïtiens, nous, organisations haïtiennes, poursuivons notre réflexion et nous tirons notre chapeau pour dire très humblement aux nombreux peuples qui nous ont ouvert leur cœur : « Nous n'avons pas oublié vos gestes de solidarité ». Cet élan de partage exprimé par les peuples de partout aurait dû assister le peuple haïtien à reconstruire son environnement et à rebâtir sa vie. Malheureusement, le sort du

peuple n'a pas changé. Et pour comble d'insulte, des personnages odieux, les propriétaires locaux d'esclaves, soutenus par diverses organisations internationales, ont détourné ces fonds voués à la reconstruction.

Au lendemain du séisme, certains pays ont profité de notre état momentané de vulnérabilité pour occuper l'espace politique. Aujourd'hui, le peuple haïtien est engagé dans une lutte totale pour réclamer cet espace et exercer son droit de vote. Les mêmes qui ont détourné les fonds voués à la reconstruction veulent maintenant empêcher le peuple de choisir son gouvernement. Il s'agit d'une conspiration massive dont l'objectif est de continuer à piller les ressources du pays. Par le biais de nombreuses manigances visant à tenir le peuple à l'écart de l'équation politique, les colonialistes locaux se sont unis aux colonialistes internationaux pour forcer le peuple à accepter des choix allant à l'encontre de ses meilleurs intérêts. Des élus illégitimes ont mis en œuvre des projets de retraits urbains et de saisies de terres, prenant d'assaut la couche moyenne et les classes appauvries, menant le pays au bord du chaos. La résistance du peuple a freiné l'« appareil de terreur », l'empêchant de mener à bien son programme. Et voilà qu'ils veulent placer de nouveaux faux élus à la tête du gouvernement afin de poursuivre leur offensive.

La violence ouverte à Île-à-Vache, les terribles massacres perpétrés contre le peuple d'Arcahaie, le massacre continu du peuple de Cité Soleil pour la simple raison qu'il manifeste sa volonté de voter, les innombrables actes d'agression perpétrés partout au pays, dans un contexte de saisies de terres et de suppression du vote, ont convaincu le peuple haïtien qu'il est engagé dans une lutte pour sa survie même. Nous disons NON, NOUS N'OBÉIRONS PAS À DES REPRÉSENTANTS ILLÉGITIMES. L'auto-défense est une loi universelle légitime. La désobéissance civile est un droit universel accepté lorsqu'un peuple qui confronte un régime illégal y a recours. Le droit d'élire un gouvernement est universellement accepté en tant que moyen pour un peuple de défendre son existence. Aujourd'hui, confronté au danger que représentent les colonialistes locaux et internationaux, le peuple haïtien a commencé un mouvement de RÉSISTANCE POUR SON EXISTENCE. Il réclame une solidarité entre peuples de partout sur la planète. Le projet des colonialistes locaux et internationaux n'est certes pas un séisme, pourtant il a causé des dommages encore plus importants au pays.

Notre expérience des six dernières années depuis le séisme ne diffère aucunement de l'expérience d'autres petits pays ayant des ressources naturelles et humaines. Les pays étrangers les pillent de façon frénétique tandis que les média internationaux détournent les yeux tout en mentant par la bouche de « leurs » ambassadeurs agissant au nom de leur pays. L'armée haïtienne, qui a été remise en place pour opprimer le peuple, est un cadeau au peuple haïtien de la part de l'Organisation des États d'Amérique (OEA). L'épidémie de choléra ainsi que la police haïtienne corrompue et sanguinaire sont d'autres cadeaux offerts cette fois par l'ONU au peuple haïtien. Les médias sont silencieux alors que le pays est au bord de l'effondrement. Nous disons NON, NOUS N'OBÉIRONS PAS. Nous ne creuserons pas nos propres tombes. Nous préférons dire la vérité et exposer cette conspiration.

(Janvier 2016)



Lettre ouverte au premier ministre Justin Trudeau

- Jean Saint-Vil -

Monsieur le premier ministre Justin Trudeau,

Depuis plus de 12 ans maintenant, vos prédécesseurs ont reçu des demandes persistantes de procéder à une réorientation majeure de la politique du Canada envers Haïti. Malheureusement, ces appels de Canadiens et de Canado-Haïtiens ont été systématiquement ignorés. Les conséquences sont extrêmement négatives pour le peuple haïtien ainsi que la réputation du Canada. Heureusement, nous disposons de temps, de possibilités et de moyens pour remédier à cette situation en permanence.

Aujourd'hui, le peuple d'Haïti lutte pour se remettre d'une décennie d'occupation étrangère désastreuse. Les institutions faibles qu'il avait avant le coup d'État du 29 février 2004 sont toutes dans un état lamentable. Les « élections » sous contrôle étranger incroyablement coûteuses n'ont toujours pas apporté la stabilité politique au peuple d'Haïti, alors qu'elles sont la justification déclarée du déploiement illégal de la Mission des Nations Unies (MINUSTAH), maintenant



totalement discréditée.

Monsieur le premier ministre Justin Trudeau, les demandes que nous vous adressons sont simples et, avec la volonté politique appropriée, elles sont facilement réalisables :

1. Appuyer des relations commerciales normales avec Haïti, dans le cadre desquelles les sociétés minières canadiennes négocieront avec des représentants officiels élus démocratiquement qui exigent une exploitation équitable et écologique des ressources naturelles d'Haïti. Mettez fin au soutien du Canada aux régimes fantoches issus du coup d'État et sous contrôle étranger !
2. Retirer toutes les forces armées et la police canadiennes d'Haïti ;
3. Réorienter les fonds publics canadiens actuellement détournés pour financer la répression du peuple, (les masses noires appauvries) par l'oligarchie arriérée d'Haïti et ses alliés étrangers, vers des initiatives d'édification scientifique des institutions et des infrastructures, un domaine reconnu de la force du Canada et un besoin évident pour les Haïtiens ;
4. Soutenir les revendications légitimes du peuple haïtien pour obtenir réparation de l'Organisation des Nations unies (au nom de plus de 1 million de victimes de l'épidémie de choléra provoquée par les troupes de l'ONU qui sont illégalement déployés sur l'île, depuis 2004) ;
5. Quitter le « Core Group » (des entités étrangères qui par leur ingérence détruisent la vie politique haïtienne depuis plus d'une décennie) : envoyer un signal clair que le Canada reconnaît la nécessité d'un changement radical dans nos relations et que nous respectons le peuple haïtien.

Monsieur le premier ministre, nous comptons sur votre réponse positive à cet appel urgent, car nous sommes convaincus que vous êtes, en effet, un dirigeant post-colonial rare qui réalise que « c'est 2016 » !

Très sincèrement,

Jean Saint-Vil
Ottawa, 3 février 2016

(Traduction de l'anglais: LML)



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca